

Cote du document: EB 2011/104/R.21/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 10 c) ii)
Date: 13 décembre 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République populaire de Chine pour le

Projet intégré de développement agricole du Guangxi

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Sana F.K. Jatta
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2446
courriel: s.jatta@ifad.org

Transmission des documents:

Kelly Feenan
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2058
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent quatrième session
Rome, 12-14 décembre 2011

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	3
II. Description du projet	4
A. Zone d'intervention et groupe cible	4
B. Objectif de développement du projet	4
C. Composantes/résultats	4
III. Exécution du projet	6
A. Approche	6
B. Cadre organisationnel	7
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	8
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	8
E. Supervision	9
IV. Coût, financement et avantages du projet	9
A. Coût du projet	9
B. Financement du projet	10
C. Résumé des avantages et analyse économique	10
D. Durabilité	11
E. Identification et atténuation des risques	11
V. Considérations d'ordre institutionnel	12
A. Respect des politiques du FIDA	12
B. Alignement et harmonisation	12
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	12
D. Participation à l'élaboration des politiques	12
VI. Instruments juridiques et autorité	13
VII. Recommandation	13
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	14
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

AL	Achat local
AOL	Appel d'offres concurrentielles au niveau local
BA	Bureau de l'agriculture
BF	Bureau des finances
BGP	Bureau de gestion de projet
BGPC	Bureau de gestion de projet au niveau de la circonscription
BGPD	Bureau de gestion de projet au niveau du district
BGPP	Bureau de gestion de projet au niveau de la province
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
DF	Département des finances
GIADP	Projet intégré de développement agricole du Guangxi
GVE	Groupe villageois d'exécution
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
TREI	Taux de rentabilité économique interne
VAN	Valeur actuelle nette
WGPAP	Projet de lutte contre la pauvreté dans le Guangxi occidental

China

Guangxi Integrated Agricultural Development Project

President's report



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République populaire de Chine

Projet intégré de développement agricole du Guangxi

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République populaire de Chine
Organisme d'exécution:	Ministère des finances
Coût total du projet:	Environ 96,83 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	29,65 millions de DTS (équivalant approximativement à 47,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Contribution de l'emprunteur:	Environ 46,4 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	Environ 3,4 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République populaire de Chine pour le Projet intégré de développement agricole du Guangxi, telle qu'elle figure au paragraphe 52.

Proposition de prêt à la République populaire de Chine pour le Projet intégré de développement agricole du Guangxi

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. **Résultats macroéconomiques.** Depuis le lancement des vastes réformes économiques à la fin des années 1970, la population chinoise, estimée à 1,341 milliard de personnes en 2010, a connu une croissance économique sans précédent. Une augmentation réelle annuelle du PIB de l'ordre de 10% a été enregistrée en continu pendant plus d'une décennie jusqu'en 2007, et d'environ 9% en 2009 et 2010 malgré la crise financière mondiale et la flambée des prix alimentaires. Compte tenu de la rapidité du développement économique et de la diminution du taux de croissance démographique, le PIB par habitant est passé de 381 yuan en 1978 à 29 700 yuan en 2010, ce qui correspond à environ 4 500 USD; le revenu national brut (RNB) par habitant (valeur nominale mesurée selon la méthode Atlas) était estimé en 2009 à 3 650 USD. Une évolution sensible dans la composition du PIB a également eu lieu, l'agriculture perdant de l'importance essentiellement au profit de l'industrie et des services. Le revenu moyen par habitant dans les zones rurales est passé de 686 yuan en 1990 à 5 919 yuan en 2010. Une large part de la croissance du revenu dans les zones rurales ces dernières années résulte des revenus issus d'activités non agricoles, bien que l'accès à ces possibilités d'activités varie d'une province à l'autre.
2. Les écarts entre les provinces ainsi qu'entre les zones urbaines et les zones rurales se sont creusés au cours des dernières décennies. La croissance économique a été beaucoup plus rapide dans les provinces orientales que dans les provinces occidentales. Le revenu disponible par habitant au sein de la population urbaine (qui a atteint 19 109 yuan en 2010) est plus de trois fois supérieur à celui de la population rurale. Ces disparités croissantes ont été reconnues par le gouvernement, qui a procédé à l'adoption d'une série de mesures en conséquence, parmi lesquelles la suppression des taxes agricoles et la libéralisation de la migration de main-d'œuvre. Depuis l'année 2000, le gouvernement a aussi essayé d'attirer des investissements dans les provinces occidentales. Toutefois, la faiblesse des ressources humaines et le mauvais état des infrastructures matérielles y rendent difficile et y ralentissent le processus de développement.
3. **Agriculture et développement rural.** La part de la population rurale au sein de la population totale a diminué au cours des dernières décennies, passant d'environ 80% en 1980 à 50-55% aujourd'hui. Quelque 40% de la main-d'œuvre totale en Chine est employée dans les zones rurales, principalement dans l'agriculture, la foresterie, l'élevage et la pêche. La superficie cultivée en 2009 était de l'ordre de 122 millions d'hectares, soit à peu près 0,1 hectare par habitant dans l'ensemble. Environ 49% de l'ensemble des terres cultivées est irrigué de manière efficace. La proportion de la superficie des sols arables assignée à la production vivrière a enregistré un recul rapide – bien qu'un ralentissement de cette tendance ait été observé au cours des 10 dernières années –, tandis qu'une diversification des cultures s'est produite en parallèle au profit d'autres cultures de rapport, plus rentables. Cela étant, ce recul a été plus que compensé par des augmentations du

rendement, avec un accroissement de la production alimentaire globale par habitant passant de 319 kg en 1978 à 398 kg en 2009. Combiné à la baisse constante de la consommation de céréales par habitant dans les zones urbaines, ceci signifie que le gouvernement a constamment réussi à atteindre l'objectif qu'il s'était fixé d'assurer la sécurité alimentaire. L'élevage et l'aquaculture ont également connu un développement rapide au cours de la même période. Globalement, la production de viande est passée de 9 kg par personne en 1978 à 57 kg par personne en 2009, tandis que les produits de la pêche sont passés de 5 kg par personne à 38 kg sur la même période.

4. **Réduction de la pauvreté.** La pauvreté en Chine demeure un phénomène essentiellement rural. Les ménages parmi les plus pauvres perçoivent généralement une part plus importante de leurs revenus d'activités agricoles, qui présentent souvent de faibles niveaux de productivité et de bénéfices nets. Ainsi, la migration de main-d'œuvre fait-elle désormais partie intégrante des stratégies de survie des ménages ruraux pauvres, migration que le gouvernement encourage par l'amélioration de la législation en matière de séjour, par des prestations sociales et une réglementation plus stricte en matière de contrats de travail. En 2010, par exemple, les travailleurs migrants comptaient quelque 242 millions de personnes. Cette émigration de la main-d'œuvre masculine des campagnes a considérablement accru la féminisation de la main-d'œuvre rurale et de l'agriculture. Parmi les principales causes de la pauvreté figurent: les fréquentes catastrophes naturelles (de plus en plus souvent provoquées par des conditions météorologiques extrêmes); l'isolement et le mauvais état des infrastructures et des installations; l'insuffisance des ressources naturelles et de la base d'actifs; le manque de compétences; et l'accès limité aux intrants, aux marchés et aux avoirs productifs.
5. La Chine est largement reconnue pour ses résultats en matière de réduction de la pauvreté. Une croissance économique générale, alliée à des programmes de réduction de la pauvreté bien financés, a réussi à faire régresser la pauvreté rurale. Si l'on se réfère au seuil de pauvreté fixé à 1 274 yuan par habitant, la population pauvre en milieu rural s'est réduite de 250 millions de personnes en 1978 à 27 millions de personnes en 2010, soit une baisse du nombre des pauvres en milieu rural de 31 à 4%. Partant, la Chine a dépassé l'Objectif du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour. Cependant, la répartition de la pauvreté varie grandement entre les provinces et au sein de celles-ci. Une part croissante des personnes qui restent pauvres en milieu rural se concentre dans les provinces occidentales. La réduction de la pauvreté dans ces zones est plus problématique, en raison du manque de ressources et de conditions défavorables.
6. La région autonome du Guangxi Zhuang se situe en Chine occidentale. Sa population est estimée à 50 millions de personnes, dont 38% sont représentés par les minorités ethniques. Quelque 61% de la population vivait en zone rurale en 2009, soit sept points de pourcentage de plus que la moyenne nationale. La région autonome du Guangxi Zhuang est l'une des provinces les plus pauvres de Chine. Le revenu annuel moyen par habitant de la population rurale y était de 3 980 yuan environ en 2009, soit 77% de la moyenne nationale. L'incidence de pauvreté rurale y était de 4,6% en 2009. Parmi les principales contraintes pesant sur le développement rural figure la médiocrité des infrastructures et des services, qui se traduit par une faible capacité de réaction face aux catastrophes d'origine climatique et par une commercialisation limitée des produits agricoles. La vague de sécheresse de 2009-2010 a fait retomber en situation de pauvreté quelque 600 000 paysans.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

7. Le douzième Plan quinquennal (2011-2015) de la Chine pour le développement économique et social national (douzième Plan quinquennal) vise à harmoniser la croissance en permettant aux zones pauvres et à leurs populations de tirer profit de la croissance économique et du développement social du pays. Son programme décennal (2011-2020) de réduction de la pauvreté et de développement en milieu rural reconnaît pour sa part la pauvreté rurale comme un défi à long terme, qui subsiste notamment dans les provinces occidentales pauvres, les zones frontalières, les zones où vivent des minorités ethniques et les anciennes bases révolutionnaires, qui sont pour la plupart des zones isolées de montagne. Ce programme vise à éliminer la pauvreté absolue et à réduire sensiblement la pauvreté relative d'ici à 2020. L'objectif du gouvernement dans le cadre de ces deux initiatives est de réduire la pauvreté par l'amélioration des infrastructures, la pratique de l'agriculture verte, le renforcement de la commercialisation et des services financiers destinés aux pauvres, la promotion de l'entreprise privée et des organisations paysannes, le développement des activités économiques non agricoles et l'appui à une migration de main-d'œuvre contrôlée.
8. Le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2011-2015 axé sur les résultats du FIDA pour la Chine cadre parfaitement avec le douzième Plan quinquennal et avec le programme décennal de réduction de la pauvreté et de développement en milieu rural du gouvernement. Les trois objectifs stratégiques du COSOP sont les suivants: i) que les pauvres en milieu rural dans des zones ciblées utilisent durablement des avoirs productifs naturels et économiques plus performants ainsi qu'une technologie et des services consultatifs spécialisés de meilleure qualité dans un environnement et des conditions de marché en mutation; ii) que les pauvres en milieu rural et leurs organisations puissent profiter d'un meilleur accès au marché et aux services financiers leur permettant d'améliorer leurs revenus et leur capacité de résilience face aux risques; et iii) qu'une coopération Sud-Sud plus poussée et une gestion des savoirs renforcée offrent des possibilités de partage des connaissances générées par l'innovation, et de reproduction à plus grande échelle des bonnes pratiques de développement rural.
9. Le Projet intégré de développement agricole du Guangxi (GIADP) constitue la première intervention du FIDA dans le cadre de son COSOP 2011-2015 axé sur les résultats pour la Chine. La participation du Fonds au projet impliquera: i) la fourniture d'avoirs productifs aux pauvres en milieu rural; ii) le développement d'une agriculture à vocation commerciale; iii) l'appui aux coopératives agricoles; et iv) l'amélioration de l'habitat rural. Ces actions prendront la forme d'activités pilotes, et les réalisations seront reproduites à plus grande échelle par le gouvernement, le FIDA et d'autres intervenants. On voit ainsi que la justification sous-jacente du GIADP est de favoriser les investissements du gouvernement dans les zones rurales isolées de montagne et de moyenne montagne de la région autonome du Guangxi Zhuang, qui sont habitées par de petits agriculteurs et des minorités ethniques. Il confère une valeur ajoutée aux programmes du gouvernement en élaborant des stratégies novatrices et efficaces qui peuvent être reproduites à plus grande échelle.
10. **Liens avec des projets complémentaires.** Le GIADP établira des liens avec les interventions pertinentes financées par le gouvernement ou des bailleurs de fonds pour les compléter, optimiser les synergies, éviter les doubles emplois et échanger les enseignements. Parmi les projets les plus pertinents figurent: i) le programme national de développement de citernes à biogaz financé par des bons du Trésor, amorcé en 2003 et qui couvre toutes les circonscriptions de la région autonome du Guangxi Zhuang; et ii) la réforme du Service de vulgarisation agricole dans la circonscription test, lancée par le Ministère de l'agriculture en 2009 et qui introduit

la notion d'approche participative dans le système de vulgarisation agricole, tout en améliorant les centres de vulgarisation des districts.

11. **Intégration au sein du programme de pays du FIDA.** La conception du GIADP tient compte des expériences tirées des projets du FIDA en Chine, principalement en termes d'approche modulaire, de planification participative, de ciblage, d'intégration des considérations de parité hommes-femmes, de suivi-évaluation (S&E) et de gestion et de coordination de la mise en œuvre. En particulier, elle étudie les approches novatrices en matière de: i) ciblage inclusif; ii) souplesse dans la mise en œuvre; et iii) financement de la chaîne de valeur. Le Bureau de gestion du projet au niveau de la province (BGPP) et une circonscription couverte par le GIADP ont réalisé, de 2002 à 2008, le Projet de lutte contre la pauvreté dans le Guangxi occidental (WGPAP), financé par le FIDA. L'efficacité de ce projet a été évaluée, au final, comme très satisfaisante – résultat d'une qualité initiale élevée, d'une mise en œuvre et d'une gestion satisfaisantes, et d'un soutien important de la part du gouvernement. Les expériences du WGPAP faciliteront la mise en œuvre du GIADP.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

12. Un total de 623 villages administrés situés dans 44 districts appartenant à huit circonscriptions de la région autonome du Guangxi Zhuang et comportant une population d'environ 1,92 million d'habitants ont été désignés au titre de la zone d'intervention. Les données recueillies indiquent que les 44 districts présentaient un indice moyen de pauvreté de 6,5% en 2009, soit 3,8 points de pourcentage de plus que la moyenne nationale. Le revenu moyen annuel d'un exploitant agricole était d'environ 2 686 yuan, soit 68% de la moyenne de la région autonome du Guangxi Zhuang et 53% de la moyenne nationale. La population vulnérable, dont le revenu annuel par habitant va de 1 196 à 3 000 yuan, représente près de 53% de la population totale, et une bonne partie de celle-ci pourrait retomber dans la pauvreté en cas de catastrophe naturelle. Parmi les principales causes de pauvreté dans la zone d'intervention figurent notamment l'insuffisance des ressources, les carences de l'infrastructure, la faible capacité des exploitants agricoles et la fréquence des catastrophes naturelles – principalement sous forme d'inondations et de sécheresse.
13. L'appui au projet sera axé sur les ménages pauvres et vulnérables, qui représentent environ 60% du total, sans pour autant exclure les ménages mieux lotis. La désignation des ménages se fera par le biais des approches participatives de classement prenant en compte la perception du bien-être économique, qui indiquent la façon dont la population locale évalue la pauvreté ainsi que ses causes.

B. Objectif de développement du projet

14. L'objectif du projet est de favoriser le développement rural et de réduire la pauvreté dans les zones ciblées, au moyen de la reproduction à plus grande échelle des approches innovantes. Son objectif spécifique consiste à augmenter les revenus des ruraux, femmes et hommes, grâce à une amélioration de la production agricole.

C. Composantes/résultats

15. Le GIADP est constitué de quatre composantes: i) le développement de l'infrastructure communautaire; ii) l'appui à la production agricole et à sa commercialisation; iii) l'amélioration de l'environnement rural; et iv) la gestion du projet.
16. **Développement de l'infrastructure communautaire.** Cette composante vise à développer l'infrastructure communautaire de manière à renforcer la résilience des communautés ciblées, à améliorer leur accès aux marchés ainsi que les services d'information et les services techniques, et à développer l'agriculture à vocation commerciale. Les interventions au niveau du projet porteront notamment sur:

i) la pose d'une paroi d'un revêtement interne aux canaux d'irrigation secondaires et tertiaires; ii) la construction d'installations sûres d'approvisionnement en eau potable; iii) la construction d'une chaussée cimentée sur les routes de villages. Un soutien sera également apporté à la formation des bénéficiaires en vue de l'exploitation et de l'entretien d'ouvrages de génie civil exécutés dans le cadre du projet. L'exécution de cette composante sera confiée au Bureau de circonscription chargé des ressources hydriques et de leur transport. La conception détaillée de chaque activité sera assurée, pour chaque site, par les ingénieurs locaux. Des pratiques et des techniques respectueuses de l'environnement seront adoptées, et l'on établira des mécanismes régissant l'exploitation et l'entretien des ouvrages de génie civil afin d'en garantir la durabilité.

17. **Appui à la production agricole et à la commercialisation.** Cette composante vise à améliorer l'accès des catégories pauvres aux services, à promouvoir les cultures et l'élevage de créneau, et à renforcer la chaîne de valeur des principaux produits. Elle se compose de cinq modules¹: la production de cultures de rapport annuelles et pérennes (deux modules); le développement de l'élevage; l'amélioration des stations agricoles au niveau du district (y compris un ensemble de mesures complémentaires orientées vers le soutien institutionnel); et l'appui aux coopératives agricoles (y compris un ensemble de mesures complémentaires visant à renforcer la chaîne de valeur).
18. Les cultures de rapport annuelles/pérennes (modules 1 et 2) visent à diversifier la production agricole. Chaque module comprendra la fourniture de matériel et d'intrants d'ensemencement nécessaires aux démonstrations sur le terrain, à la reproduction à plus grande échelle, plus la formation. On prévoit 13 modules de cultures annuelles et 24 modules de cultures pérennes. Ces modules seront mis en application par le Bureau de l'agriculture (BA) au niveau de la circonscription. Le module 3, consacré au développement de l'élevage, appuiera la diversification des revenus grâce à l'amélioration de la production animale. Le soutien au projet prévoit notamment la fourniture de meilleurs abris pour les animaux, d'effectif de reproduction, d'alimentation pour animaux ainsi que d'une formation. Au total, 320 modules sont prévus, avec mise en œuvre par le Bureau de l'élevage au niveau de la circonscription.
19. L'amélioration des stations agricoles de district (module 4) vise à renforcer, au niveau de l'exploitant de base, les services de vulgarisation agricole. Elle viendra en aide à 18 districts relevant du projet afin d'améliorer leurs stations agricoles. Le BA de circonscription mettra en œuvre le module sous la supervision du Bureau de gestion du projet (BGP) pour la circonscription. Les activités des modules seront renforcées par un ensemble de mesures de soutien institutionnel, qui comportera notamment la construction de cinq centres de formation technique, la fourniture d'équipement et d'ameublement, la formation du personnel et des expérimentations de cultures.
20. L'appui aux coopératives agricoles (module 5) aura pour effet de renforcer les coopératives existantes ou d'en développer de nouvelles. Les coopératives bénéficiaires devront, entre autres: adopter les principes et les valeurs des mouvements coopératifs; être légalement enregistrées; s'engager à prendre des personnes pauvres comme adhérents. Le module sera mis en œuvre par le BA de circonscription. En outre, le projet fournira un ensemble de mesures visant à renforcer la chaîne de valeur des coopératives et des entreprises rurales qui en ont besoin. L'appui aux projets comprendra la mise à disposition d'installations permettant la transformation, l'entreposage et le conditionnement, ainsi que la mise sur pied de certains marchés locaux. Les demandes de soutien seront approuvées sur la base d'un plan d'entreprise démontrant que le retour sur investissement sera

¹ Un module est un microensemble d'activités interdépendantes visant à atteindre un objectif spécifique pouvant être réalisé indépendamment des autres modules et se prêtant à la reproduction.

d'au moins 20%. Le BA de circonscription sera chargé de mettre en œuvre cet ensemble de mesures.

21. **Amélioration de l'environnement rural.** Cette composante, qui vise à améliorer l'environnement communautaire rural, couvre deux modules: la construction de citernes à biogaz et l'amélioration des infrastructures sanitaires des villages. La construction de citernes à biogaz (module 6) aura pour effet de réduire la dépendance des ménages ruraux à l'égard du bois de feu et introduira des pratiques de gestion des déchets respectueuses de l'environnement. Les activités des modules comprendront la construction de digesteurs de biogaz, la rénovation de cuisines, de toilettes et d'abris pour animaux, ainsi qu'une formation. Le Bureau de l'énergie rurale sera chargé de l'application du module. L'amélioration des infrastructures sanitaires des villages (module 7) vise à piloter une approche innovante pour l'amélioration des conditions sanitaires des habitats ruraux. Ses principales activités, dont l'application relève du BA de circonscription, comportent: la construction de canalisations d'égout; l'installation de fosses septiques; la collecte de déchets; la construction de fossés de drainage; l'amélioration des pistes villageoises; et la formation.
22. **Gestion du projet.** Cette composante comprend la mise en place et le fonctionnement de BGP dans le cadre des structures des autorités locales, au niveau de la province, de la circonscription et du district, sans création de nouvelles structures. L'appui fourni par le projet prévoit la fourniture de véhicules et d'équipement, le renforcement des capacités, le S&E et le soutien à la gestion des savoirs. Les coûts récurrents de tous les BGP seront financés au moyen de fonds de contrepartie. Les groupes villageois d'exécution (GVE) recevront également un appui à l'exercice de leurs responsabilités dans le cadre du projet.

III. Exécution du projet

A. Approche

23. Le projet sera exécuté sur une période de cinq ans. Il aura comme approche une adaptation des pratiques du FIDA ayant donné de bons résultats en Chine, notamment le WGPAP. À tous les niveaux, les BGP seront responsables de la planification, de la coordination et du suivi des projets, ainsi que de la présentation des rapports d'exécution. La mise en œuvre sera du ressort des organismes d'exécution désignés au niveau du pays, de manière à assurer la coordination avec les activités gouvernementales dans le secteur. Les plans de travail et budgets annuels (PTBA), élaborés selon des approches participatives, formeront la base de l'exécution. Des GVE seront constitués de manière à assurer la bonne exécution du ciblage, de la planification participative, de la mise en œuvre, du suivi et de la pérennité des résultats concrets du projet au niveau villageois.
24. La stratégie de ciblage du projet s'articule comme suit: i) des circonscriptions et des districts ont été sélectionnés durant la phase de la conception par le biais d'une analyse participative de la pauvreté; ii) la priorité sera accordée aux groupes pauvres et vulnérables, identifiés au moyen d'un classement établi en mode participatif par les GVE, de la perception du bien-être économique; et iii) le ciblage inclusif des activités communautaires sera assorti d'un ciblage spécifique d'activités de production, de sorte que les avantages soient dirigés vers les ménages pauvres.
25. On veillera à **prendre en compte la parité hommes-femmes** en s'assurant que les femmes participent à l'exécution du projet et en retirent des avantages. Le projet est conçu en fonction de la capacité des femmes à tirer parti de leur rôle accru dans les activités économiques du ménage. Leur participation à la planification et à la gestion du projet sera encouragée par le recrutement d'une proportion suffisante de femmes au sein des unités de gestion. Tous les BGP nommeront un coordonnateur pour les questions de parité hommes-femmes afin de promouvoir la participation féminine et d'œuvrer en collaboration étroite avec la Fédération des femmes de Chine. En outre, une formation portant sur la

sensibilisation à la parité hommes-femmes sera dispensée à tous les niveaux du personnel.

B. Cadre organisationnel

26. **Ministère des finances.** En sa qualité de représentant autorisé de l'emprunteur du prêt consenti par le FIDA, le Ministère des finances recevra, dans un compte désigné, le montant du prêt et le transférera au Département des finances (DF) de la région autonome du Guangxi Zhuang.
27. **Groupes directeurs de projet.** Des groupes directeurs de projet seront constitués au niveau de la province et de la circonscription afin de fournir un encadrement et une coordination d'ensemble à l'exécution du projet. Chaque groupe directeur de projet sera dirigé par un fonctionnaire de rang supérieur et composé de représentants du DF/du Bureau des finances (BF), de la Commission du développement et des réformes ainsi que des principaux organes d'exécution, tels que le Département de l'agriculture/le BA, le Bureau d'atténuation de la pauvreté, le Département/le Bureau des ressources hydriques, le Département/le Bureau des transports et la Fédération des femmes de Chine.
28. **Le Département des finances (DF)/le Bureau des finances (BF).** Les DF/BF ont pour principale responsabilité de: i) administrer les comptes de projet; ii) administrer et superviser l'utilisation des ressources du projet, y compris le prêt du FIDA et les fonds de contrepartie; iii) veiller à la bonne circulation des flux financiers; et iv) rembourser les dépenses admissibles dans les délais prescrits.
29. **Les bureaux de gestion de projet (BGP).** Des BGP seront ouverts au niveau de la province (BGPP), de la circonscription (BGPC) et du district (BGPD); il s'agit de structures dédiées au sein des départements de l'agriculture/BA existants. Les BGPP et les BGPC seront dotés en personnel qualifié et employé à temps plein, et leur effectif comprendra au moins un directeur, un directeur adjoint, un comptable, un caissier, un agent de planification, un agent de S&E et un coordonnateur de la gestion des savoirs et de la parité hommes-femmes. Le BGPP sera chargé de coordonner l'exécution du projet à l'échelle des huit circonscriptions. Ses responsabilités comprendront les domaines suivants: consolidation des PTBA; supervision de l'exécution; établissement des états de dépenses consolidés et des demandes de retrait; passation des marchés; présentation des rapports; enfin, organisation des enquêtes de référence et de celles menées dans le cadre du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI). Les BGPC seront responsables de la coordination de l'exécution au niveau de la circonscription. Quant aux BGPD, ils utiliseront les installations et le personnel sur une base de temps partiel afin de: fournir un soutien aux BGPC et aux organismes d'exécution en tant que de besoin; superviser les GVE; identifier les villages admissibles; passer en revue les plans d'exécution au niveau du village; enfin, regrouper les données de S&E.
30. **Les groupes villageois d'exécution (GVE).** Un GVE sera constitué dans chaque unité administrative villageoise. Il aura à sa tête le chef du comité de village et sera composé de 10 à 14 personnes, à savoir tous les membres du comité de village et cinq à sept représentants des exploitants agricoles provenant de différentes catégories de ménages. Les représentants des exploitants agricoles, élus par leurs pairs, devront constituer au moins 50% des membres du GVE. S'agissant de la représentation des exploitants agricoles, elle devra compter au moins 50% de femmes et comporter deux tiers de délégués de ménages pauvres et vulnérables. Les GVE auront pour mandat: d'établir, selon une approche participative, le classement des ménages sous l'angle de la perception du bien-être économique; de désigner, en appliquant des approches participatives, les modèles et les activités de projet considérés comme prioritaires par les groupes admissibles; d'assurer le suivi de l'exécution du projet et de réunir les données de S&E; enfin, d'organiser le

fonctionnement et l'entretien des infrastructures communautaires bénéficiant d'un soutien.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

31. **Planification.** Le GIADP se conformera à la pratique en vigueur pour les projets financés par le FIDA en Chine et s'appuiera sur les PTBA comme instruments de planification. Les PTBA, qui seront établis selon un processus impulsé par la demande et à caractère participatif impliquant les GVE et les organismes d'exécution, fourniront une description des progrès accomplis en matière de financement, de réalisations matérielles, d'activités prévues au titre des projets, de planification des achats couvrant au moins les 18 mois à venir, ainsi que de mise en œuvre de l'échéancier semestriel. Le BGPP sera chargé de structurer le PTBA en un seul document consolidé et de le soumettre au FIDA pour approbation. Le premier PTBA sera présenté avant le démarrage du projet. À partir de la deuxième année, et avant le 31 octobre de chaque année, le BGPP soumettra les PTBA consolidés au FIDA pour commentaires.
32. **Suivi-évaluation.** Le GIADP procédera à l'établissement d'un système adéquat de S&E au sein duquel les agents de S&E du BGPP et les BGPC seront responsables du S&E de l'exécution du projet ainsi que de la diffusion des enseignements tirés auprès de toutes les parties prenantes. Les experts en S&E seront mobilisés afin de dispenser une formation aux agents de S&E. Les résultats seront utilisés comme lignes directrices pour l'élaboration du PTBA suivant et pour l'adaptation du cadre logique du projet.
33. **Gestion des savoirs.** La stratégie de gestion des savoirs dans le cadre du projet prendra appui sur l'expérience acquise à l'occasion d'autres projets mis en œuvre par le FIDA en Chine. Le BGPP et les BGPC seront chargés de recueillir et de renseigner les enseignements tirés de l'expérience, et d'organiser à intervalles réguliers des ateliers visant à diffuser les savoirs en vue d'une reproduction à plus grande échelle.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

34. **Gestion financière.** Les pratiques en vigueur auprès des services gouvernementaux en matière de présentation de l'information financière et de comptabilité sont agréées par le FIDA. L'emprunteur, par le truchement du DF de la région autonome du Guangxi Zhuang, ouvrira et administrera un compte désigné libellé en dollars des États-Unis auprès d'une banque agréée par le FIDA, qui servira de canal à tous les financements octroyés par ce dernier. Un dépôt initial, d'un montant représentant approximativement les dépenses admissibles pendant le premier plan de travail et budget annuel, sera déposé dans le compte désigné une fois que le prêt aura été signé et que les conditions de décaissement auront été satisfaites. Toutes les reconstitutions ultérieures du compte désigné se feront conformément aux dépenses approuvées. Des comptes de projet libellés en yuan seront ouverts et administrés par le BGPP, les BF de circonscription et les BGPC. La majeure partie des fonds alimentant le prêt sera transférée du compte désigné aux comptes de projet détenus par les BF, puis à ceux détenus par les BGPC. Une partie du prêt sera affectée du compte désigné au compte de projet du BGPP.
35. **Financement rétroactif.** À titre d'exception aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole, des dispositions sont prises en vue d'un financement rétroactif plafonné à 630 000 USD, en vue du financement des activités de démarrage entre la date de signature du mémorandum d'accord par la mission d'achèvement de la conception et par les services gouvernementaux et la date d'entrée en vigueur du prêt consenti par le FIDA. Les dépenses admissibles dans ce cadre sont: l'achat d'équipement, à l'exception des véhicules; la mise sur pied d'un système de S&E; les activités de formation et la tenue d'ateliers; les

visites de sensibilisation; les enquêtes de terrain; et les démonstrations portant sur les cultures saisonnières.

36. **Passation des marchés.** La passation des marchés relatifs aux projets sera assujettie aux procédures nationales dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec les dispositions contenues dans les Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets, qui pourront être amendées de temps à autre. Dans la mesure du possible, les actifs, les ouvrages de génie civil et les services de consultation financés par le FIDA seront regroupés pour constituer des appels d'offres substantiels, afin de favoriser un recours optimal aux soumissions concurrentielles. Toutes les passations de marchés seront renseignées en vue d'un examen a posteriori par le FIDA et à des fins d'audit interne. Figurent notamment parmi les biens destinés à être acquis les véhicules, les équipements et l'ameublement. Un plan de passation des marchés sera adopté d'un commun accord; il est en outre proposé que les véhicules soient achetés par voie d'appel d'offres concurrentielles au niveau local (AOL), tandis que les autres biens seront achetés au moyen d'achats locaux (AL). La passation de marchés pour la réalisation d'ouvrages de génie civil pourra se faire par voie d'AOL ou d'AL, en fonction du montant. Les services techniques, la formation, les ateliers et les études seront obtenus au moyen d'AL. Les instruments de renforcement de la chaîne de valeur seront acquis par voie d'AOL ou au moyen d'AL. Il pourra y avoir participation communautaire aux procédures d'achat pour certains modules ou certaines activités.
37. **Audit.** Conformément à la section 9.03 de l'article IX des Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole et aux Directives relatives à l'audit des projets, le Département de l'audit interne de la région autonome du Guangxi Zhuang, organisme indépendant relevant du Bureau national de l'audit interne, vérifiera les comptes du projet. Il vérifiera les retraits effectués à partir de tous les comptes du projet en s'appuyant sur les relevés de dépenses et sur les états financiers consolidés, et il émettra une opinion indépendante quant à leur admissibilité. Il examinera également l'efficacité des flux financiers provenant du FIDA et ceux relevant du financement de contrepartie. Le FIDA, dans le cadre de ses fonctions de supervision, pourra engager des commissaires aux comptes indépendants afin de vérifier des comptes de projet et/ou d'effectuer des visites, des inspections et des enquêtes, conformément à la section 10.03 des Conditions générales, afin de s'assurer du respect de normes acceptables.

E. Supervision

38. Afin de faciliter l'exécution du projet et de veiller à ce qu'il atteigne ses objectifs, le FIDA et les services gouvernementaux effectueront des contrôles à intervalles réguliers. Les missions annuelles de supervision dépêchées par le FIDA, qui seront exécutées, dans la mesure du possible, conjointement avec les services gouvernementaux, passeront en revue: l'état d'avancement du projet et les résultats obtenus; les aspects fiduciaires; les résultats et l'impact; et la durabilité. La première mission de supervision sera axée sur les points suivants: adhésion aux stratégies fixées pour le projet et aux normes de performance institutionnelle, y compris les dispositions relatives à l'exécution, le ciblage et l'adéquation de la passation des marchés; le fonctionnement du système de S&E; et la gestion financière. Le groupe chargé de l'examen comprendra un chef d'équipe/expert institutionnel; un ingénieur des services ruraux; un agronome; un expert des coopératives et de la commercialisation; et un expert en sciences sociales.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

39. Le coût total du projet, y compris les imprévus, est estimé à 96,8 millions d'USD (624,5 millions de yuan). Les imprévus d'ordre matériel et ceux liés aux prix représentent 8,2 millions d'USD (52,9 millions de yuan), soit 10% du coût total du

projet. Les estimations de coût comprennent toutes les taxes applicables, estimées à 2,7 millions d'USD (25,4 millions de yuan), soit 4% du coût total du projet (tableau 1). Les ressources du projet sont allouées aux circonscriptions en fonction des considérations suivantes: conformité avec le plan et les priorités de développement du gouvernement pour les secteurs concernés; taille de la population pauvre et vulnérable dans la zone du projet; et présence d'un potentiel optimal pour le pilotage d'approches novatrices en matière de réduction de la pauvreté. Il en résulte l'allocation suivante des décaissements provenant du prêt du FIDA: Longzhou (7%), Leye (6%), Duan (7%), Beliu (11%), Cenxi (17%), Tengxian (19%), Yongfu (15%) et Pingle (18%).

Tableau 1
Synthèse des coûts du projet par composante

	(En milliers de yuan)			(En milliers d'USD)			% devises étrangères	% total des coûts de base
	Local	Étranger	Total	Local	Étranger	Total		
1. Développement de l'infrastructure communautaire	330 743	-	330 743	51 278	-	51 278	-	58
2. Production agricole et commercialisation	165 138	-	165 138	25 603	-	25 603	-	29
3. Amélioration de l'environnement rural	24 713	-	24 713	3 832	-	3 832	-	4
4. Gestion du projet au niveau de la circonscription	40 160	-	40 160	6 226	-	6 226	-	7
5. BGPP	10 280	800	11 080	1 594	124	1 718	7	2
Total des coûts de référence	571 035	800	571 835	88 533	124	88 657	-	100
Imprévus matériels	25 773	40	25 813	3 996	6	4 002	-	5
Imprévus liés aux prix	27 061	52	27 113	4 196	8	4 204	-	5
Coût total du projet	623 869	892	624 761	96 724	138	96 862	-	109

B. Financement du projet

40. Le projet sera financé conjointement par le FIDA et par le gouvernement, y compris sous forme de contributions des bénéficiaires, selon un coefficient approximatif de 1/1. Cependant, il existe des variations entre les composantes et les activités au sein des composantes. Le gouvernement et le FIDA prendront conjointement en charge le coût d'investissement du projet, y compris l'ensemble des coûts d'exécution des modules, les véhicules, l'équipement, le matériel, la tenue des ateliers et des sessions de formation, ainsi que l'assistance technique. Le gouvernement financera tous les coûts récurrents (tableau 2).

Tableau 2
Répartition des composantes par contributeur (en milliers d'USD)

	Gouvernement chinois		FIDA		Bénéficiaires		Total		Devises étrangères	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
1. Développement de l'infrastructure communautaire	31 540	56,2	21 245	37,9	3 324	5,9	56 109	57,9	-	54 019	2 089
2. Production agricole et commercialisation	7 831	28,1	20 046	71,9	-	-	27 877	28,8	-	27 674	202
3. Amélioration de l'environnement rural	1 177	27,2	3 023	70,0	119	2,8	4 318	4,5	-	4 132	186
4. Gestion du projet au niveau de la circonscription	4 894	73,1	1 796	26,9	-	-	6 690	6,9	-	6 502	188
5. BGPP	979	52,4	890	47,6	-	-	1 869	1,9	138	1 694	36
Coût total du projet	46 420	47,9	47 000	48,5	3 442	3,6	96 862	100,0	138	94 022	2 702

C. Résumé des avantages et analyse économique

41. **Bénéficiaires et avantages.** Quelque 227 000 ménages bénéficieront directement du projet, dont plus de 50% appartiennent à la population pauvre et vulnérable et plus de 50% seront des femmes. Au nombre des avantages immédiats du projet figurent l'augmentation des revenus et l'amélioration de la sécurité alimentaire, grâce à l'augmentation progressive de la production qui la portera à environ 157 000 tonnes de céréales alimentaires, de fruits et légumes, de légumes-racines, de canne à sucre et de thé. Ces augmentations sont réalisées grâce aux démonstrations et à la reproduction à plus grande échelle de la production de

cultures de créneau et de cultures de rapport ainsi que de l'élevage, mais aussi grâce à un meilleur accès aux informations et aux marchés, à l'amélioration des conditions de la formation technique et de la vulgarisation, et au renforcement de l'efficacité des services techniques. Les femmes et les minorités ethniques vivant dans les zones rurales des secteurs couverts par le projet bénéficieront d'un renforcement de leur autonomie économique et sociale.

42. **Analyse économique.** La viabilité économique du projet a été mesurée au moyen de trois indicateurs: le taux de rentabilité économique interne (TREI), la valeur actuelle nette (VAN) et le rapport avantages/coûts. Le TREI général du projet est d'environ 20% sur une période de 25 ans. Si l'on applique un taux d'escompte de 12%, le rapport avantages/coûts est de 1,2 et la VAN s'établit à 1 320 yuan. L'analyse de sensibilité indique que, même lorsque le coût augmente de 10% et que les avantages diminuent de 10%, la VAN est de 475 millions de yuan, tandis que le rapport avantages/coûts est de 1,2, à un taux d'actualisation de 12%, et le TREI est de 15%. Tous ces indicateurs témoignent de la robustesse du projet. Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de modifier la période d'amortissement différé pour le remboursement du prêt à des conditions ordinaires et de la porter à cinq ans. La VAN du prêt sera maintenue, conformément à la section IV 32 f) des Principes et critères en matière de prêts. On trouvera, au tableau 3, la synthèse des résultats.

Tableau 3
Analyse de sensibilité de la VAN, du rapport avantages/coûts et du taux de rentabilité interne du GIADP

Indicateurs de performance du projet	Taux d'actualisation (en %)	VAN (en millions de yuan)				
		Cas de référence	Pourcentage d'augmentation des coûts		Pourcentage de réduction des avantages	
			10%	20%	10%	20%
VAN	12%	1 319	654	-13	522	-277
Rapport avantages/coûts						
Rapport avantages/coûts	12%	1,2	1,09	1,0	1,08	0,96
Taux de rentabilité économique interne des flux d'avantages et de coûts (%) en fonction de divers scénarios						
Taux de rentabilité interne	-	20	15	12	15	10

D. Durabilité

43. La durabilité d'ensemble du GIADP reçoit une note élevée, compte tenu de deux facteurs intrinsèques de succès: l'existence du programme gouvernemental que le GIADP viendra compléter, et l'intégration parfaitement fluide des BGP aux structures des autorités locales. L'expérience des BGP en matière de mise en œuvre réussie du WGPAP avec assistance du FIDA facilitera l'exécution du GIADP. En outre, le projet bénéficie des stratégies et approches intégrées suivantes, qui en favorisent la durabilité: i) le fonctionnement et l'entretien de tous les ouvrages de génie civil seront confiés à des organismes gouvernementaux ou à des collectivités locales; ii) les modules de développement des cultures et de l'élevage sont hautement appréciés par les exploitants agricoles, ce qui garantit leur expansion; et iii) les coopératives bénéficiant d'un soutien opéreront dans des conditions de marché normales et auront recours aux services fournis par des prestataires publics et privés déjà existants.

E. Identification et atténuation des risques

44. La conception du projet est basée sur des demandes émanant des bénéficiaires potentiels, suite à une analyse en mode participatif de la pauvreté. Les activités proposées sont en harmonie avec les politiques et stratégies gouvernementales de réduction de la pauvreté et de développement rural. De la sorte, les risques pesant sur le projet seront dus à la mutation rapide du contexte économique, au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux processus de mise en œuvre axés sur les résultats. Ces risques seront atténués par le fait que le projet est impulsé par la demande et qu'il adopte une approche modulaire, garantissant

ainsi que des ajustements continus seront apportés de manière à résoudre les problèmes. Par ailleurs, les programmes et les institutions relevant du gouvernement interviendront également pour faire face, en cas de besoin, aux phénomènes présentant des risques. Les BGP joueront un rôle important en assurant le suivi des risques et en veillant à ce qu'il soit remédié à ceux qui mettent en cause le succès du projet.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

45. La conception du GIADP est en harmonie avec les politiques du FIDA. De façon plus précise: i) les stratégies d'intégration de la parité hommes-femmes ont été conçues en conformité avec la politique du FIDA en matière de sensibilisation à cette dimension; ii) conformément à la politique de ciblage du FIDA, la lutte contre la pauvreté constitue une priorité intrinsèque, notamment en ce qui a trait aux critères de sélection des villages et des ménages bénéficiaires; iii) les approches participatives en matière de planification du projet sont conçues conformément aux politiques du FIDA; iv) la stratégie de reproduction à plus grande échelle des résultats positifs du projet est conçue selon la politique établie par le FIDA dans ce domaine; v) les risques liés au climat sont analysés, et les mesures visant à atténuer l'impact négatif potentiel de ces changements sont adoptées dans le respect de la politique du FIDA concernant le changement climatique; et vi) l'impact négatif potentiel sur l'environnement est analysé, et les mesures visant à atténuer cet impact sont adoptées en conformité avec la politique environnementale du FIDA.

B. Alignement et harmonisation

46. Le GIADP est aligné sur le douzième Plan quinquennal du gouvernement, et sur le programme décennal de réduction de la pauvreté et de développement en milieu rural, qui sont tous deux en harmonie avec le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. Le projet contribuera à ces deux initiatives de grande envergure du gouvernement en réduisant la pauvreté rurale et en promouvant le développement agricole. Pour ce faire, il mettra en œuvre des procédures d'achat au niveau local et de gestion financière dans la mesure où elles sont conformes à celles du FIDA, et aura recours aux unités d'exécution existantes au sein des gouvernements provinciaux.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

47. La stratégie de gestion des savoirs du projet prendra appui sur les expériences de projets précédents et de projets en cours du FIDA en Chine. Le BGPP et les BGPC auront pour mandat de recueillir et de renseigner les enseignements tirés et d'organiser à intervalles réguliers des ateliers en vue de diffuser les meilleures pratiques et les innovations dans une optique de reproduction à plus grande échelle. Les plans de reproduction à plus grande échelle dans le secteur d'application du projet seront incorporés aux PTBA de ce dernier. Les partenaires de développement (instances gouvernementales et autres organismes) seront encouragés à incorporer la reproduction à plus grande échelle des meilleures pratiques et des innovations à leur propre plan de développement. Les aspirations des partenaires du projet en matière d'innovation seront systématiquement soumises à un examen sélectif et feront l'objet d'une réévaluation périodique. On accordera une attention particulière au repérage et à la mobilisation des sources locales d'innovation.

D. Participation à l'élaboration des politiques

48. Le FIDA, par le truchement du GIADP, s'attachera à mettre en place des cadres de consultation impliquant un choix d'institutions investies de mandats pertinents, de manière à repérer les thèmes et les initiatives en matière d'orientation sur les politiques méritant d'être approfondis et étudiés. Les principales questions qu'il conviendra de prendre en considération sont: i) la recherche et le développement

de cultures de légumes-racines en vue de renforcer la sécurité alimentaire; ii) la gestion des ressources naturelles dans un contexte de changement climatique et de catastrophes naturelles; iii) l'intégration de la dimension de parité hommes-femmes dans les programmes de développement et dans la concertation sur les politiques; iv) l'appui au calendrier de décentralisation en faveur des organisations et des coopératives paysannes; et v) la poursuite de l'innovation et de la reproduction à plus grande échelle des meilleures pratiques. Le FIDA apportera sa collaboration aux activités d'analyse des politiques entreprises dans ce domaine par les instances gouvernementales centrales et provinciales, en fournissant des éléments de discussion et en aidant à la mise sur pied de forums de débats ainsi qu'à l'organisation de séminaires de coopération Sud-Sud – étant bien entendu que l'élaboration des politiques est du ressort exclusif des autorités nationales.

VI. Instruments juridiques et autorité

49. Un accord de financement entre la République populaire de Chine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
50. La République populaire de Chine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
51. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

52. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République populaire de Chine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à vingt-neuf millions six cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (29 650 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:
**"Guangxi Integrated Agricultural Development Project
(GIADP)"**

(Negotiations concluded on 25 November 2011)

Loan Number: _____

Project Title: Guangxi Integrated Agricultural Development Project (the "Project")

People's Republic of China (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions"), are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, (except for Section 4.08 (a) (i) in respect of the provision identified in Schedule 2, paragraph 2). For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

4. The amount of the Loan is twenty nine million six hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (29 650 000 SDR).
5. The Loan is granted on ordinary terms and shall have a maturity period of eighteen (18) years, including a grace period of five (5) years.
6. The Loan Service Payment Currency shall be the currency of the United States of America.
7. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

8. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 May and 15 November.

9. There shall be a Designated Account denominated in US dollars opened and maintained by the Department of Finance (DOF) of the Guangxi Zhuang Autonomous Region (GZAR) in a Bank acceptable to the Fund through which the loan proceeds shall be channelled. DOF shall be responsible for the Designated Account.

10. The Borrower shall cause the government of GZAR to provide counterpart financing for the Project in the amount of approximately USD 46.4 million.

Section C

11. The Lead Project Agency shall be the GZAR through the Provincial level Project Leading Group for the overall coordination and supervision of the Project, the Department of Agriculture (DOA) for the daily implementation of Project activities with the support of the Department of Finance (DOF) and other relevant entities.

12. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

13. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal:

- (a) The Provincial Project Management Office (PPMO) and at least one Country Project Management Office (CPMO) shall have been duly established and composed in accordance with Schedule 1, Section II and the respective Project staff shall have been selected;
- (b) The Borrower through GZAR shall have caused the PPMO to submit to the Fund an official document confirming the availability of adequate counterpart funds for the first Project Year;
- (c) The Designated Account shall have been duly opened and the authorized signatories have been submitted to the Fund.

14. The following is designated as an additional condition for suspension:

- (a) The Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

15. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Ministry of Finance
No. 3 Nansanxiang, Sanlihe, Xicheng District
Beijing 100820
People's Republic of China

Facsimile Number: +86 10 68551125

For the Fund:

International Fund for Agricultural development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [_____], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

[Name of Authorized Representative]
[Title]

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit men and women from rural households, with a focus on poor and vulnerable households in the following eight counties of the Guangxi Zhuang Autonomous Region: Longzhou, Leye, Duan, Beiliu, Cenxi, Tengxian, Youfu and Pingle (the "Project Area").
2. *Goal.* The goal of the Project is rural development and poverty reduction in the Project Area through scaling up of innovative approaches.
3. *Objectives.* The objectives are to increase the revenues of rural men and women from agricultural production in the Project Area. Specific objectives include (i) scaling-up innovative approaches for rural enhancement, (ii) improved access of poor men and women to community assets, markets, information and technology, (iii) improved household asset ownership, and (iv) socially and economically empowered women and ethnic minorities.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components: (a) community infrastructure development, (b) agricultural production and marketing support, (c) rural environment improvement, and (d) Project management.

Component A - Community infrastructure development. The component will be achieved through the following activities: (i) improvement of irrigation facilities, (ii) construction of community facilities of safe water drinking supply, and (iii) paving of existing village roads.

Intervention 1: Improvement of irrigation facilities. The goal of this intervention is to support irrigation canal lining to improve farmland productivity, especially the lining of lateral canals connecting with the fields of farmer households. This intervention includes beneficiary training for the application of water-saving irrigation techniques and the sustainable operation and maintenance of the works.

Intervention 2: Construction of community facilities of safe drinking water supply. The goal of this intervention is to improve the access of the rural poor to the sources of safe drinking water through building collective drinking water supply systems in villages which currently have difficult access to safe drinking water. This intervention includes trainings to the water users' groups and beneficiaries in order to ensure sustainability.

Intervention 3: Paving of existing village roads. The goal of this intervention is to improve the access of the rural poor to markets, information and technical services through the pavement of existing earthen roads of bad conditions with concrete, which connect administrative villages or natural villages to the outside road network.

Component B - Agricultural production and marketing support. The objective of this component is to increase rural households' cash incomes through improved access to services and development of crops and livestock. The activities under this component will be achieved through five modules, an institutional support package and a value chain enhancement package.

Module 1 and 2: Annual/Perennial cash crops production. The goal of these modules is to increase the cash income of farmers by developing niche and cash crops to diversify agricultural activities in the Project Area. These modules include activities such as the provision of planting materials and inputs for field demonstrations and scaling-up, and training.

Module 3: Livestock development. The goal of this module is to extend the income sources of rural poor women and men through the demonstration and development of animal production for which there is a strong market demand in the country. Activities under this module include the improvement of animal-sheds, breeding stock, feedstuff, and beneficiary training.

Module 4: Improvement of township agricultural station. The aim of this module is to improve the access of rural women and men to improved technologies and techniques through the improvement of the grassroots agricultural extension services network and by enhancing the capacity and effectiveness of service delivery.

Module 5: Support of farmer cooperatives. The aim of this module is to assist the rural poor and vulnerable households, especially women, entering the value chain of major commodities with remunerative markets. This module will support eligible cooperatives under the activities foreseen to strengthen the inclusion of poor households and women so as to increase their access to new techniques and know-how, improved marketing linkages and trade promotion, and by provision of office equipment.

Institutional Support Package. The objective of this package is to improve the effectiveness of grassroots extension networks and increase the access of the rural poor to new crop varieties, updated improved technologies, and improved technical services. This package includes updated trainings for technical staff at county, township and village levels and crop experiments on new technologies and varieties. It will provide support to improve the service conditions and capacity of five Project counties through the building of technical training centres and the provision of essential equipment and furniture.

Value Chain Enhancement Package. The goal of this package is to help supported cooperatives, rural micro and small enterprises and individual smallholders move up the value chain and therefore access opportunities for better profit margins. This package will include the provision of value-adding facilities, which serve as improving production quality, processing or semi-processing, storage or packaging and the building of local markets in selected township centres to help incorporate the farm-gate market into the trade arena, especially to connect to the county-level terminal markets.

Component C - Rural environment improvement. The objective of this component is to improve the rural community environment through the development of alternative clean energy and the piloting of villages sanitation improvement approaches through the following two modules:

Module 6: Biogas system. The goal of this module is improve the rural environment and sanitation by reducing the dependence of rural households on firewood for cooking and introducing environmentally-friendly practices of animal and human waste management. This module will include the construction of a household-based biogas digester, renovation of the household's kitchen, toilet and animal-shed, and beneficiary training on the operation and maintenance of the biogas system.

Module 7: Village sanitation improvement. The aim of this module is to pilot an innovative approach to improve the sanitary conditions of rural habitats. The module will include sewer construction, installation of wastewater septic tanks, separate garbage collection, construction of drainage ditches, upgrading the village tracks, and beneficiary training.

Component D - Project management. This component includes the establishment and operations of Project Management Offices (PMOs) at provincial, county and township levels.

II. Implementation Arrangements

A. Organization and Management

1. *Lead Project Agency (LPA)*

The GZAR, through the Project Leading Groups (PLGs) for the overall coordination and supervision of the Project, the DOA for the daily implementation of Project activities, with the support of DOF and other relevant entities, shall have the overall responsibility for implementation of the Project. The DOF, DOA and PPMO shall be responsible for the opening and management of the Project accounts, the administration of the Project resources including the Loan and the counterpart funds, the review and approval of the financing needs for Project implementation, overseeing the use of Project resources, ensuring the effective flow of funds for Project implementation, training to the financial officers of the PMOs in terms of financial management, the preparation of Withdrawal Applications (WAs) and reimbursement of eligible Project expenditures.

2. *Project Leading Groups (PLGs)*

2.1. *Establishment.* Project leading groups at GZAR and County levels shall be established by the GZAR and County governments.

2.2. *Composition.* Each PLG will be led by a senior official of government of the same level and composed of representatives from local Department/Bureau of Finance (DOF/BOF), Development and Reform Commission (DRC), and key line agencies including the Department/Bureau of Agriculture (DOA/BOA), Poverty Alleviation Office (PAO), Department/Bureau of Water Resources (DOWR/BOWR), Department/Bureau of Transportation (DOT/BOT), and All China Women's Federation (ACWF).

2.3. *Responsibilities.* PLGs shall provide overall guidance and coordination for Project implementation. Their responsibilities shall include: (i) overall supervision of the PMO's operations, (ii) coordination of counterpart funds for carrying out the Project, (iii) review and approval of Project Annual Work Plans and Budgets (AWPBs) and reports, (iv) coordination of implementing agencies in Project implementation and reporting.

3. *Provincial Project Management Office (PPMO)*

3.1. *Establishment.* A Provincial Project Management Office shall be established by the GZAR. The PPMO shall be located within the DOA.

3.2. *Composition.* The PPMO shall be composed of a director, a deputy director, an accountant, a cashier, a planning officer, a Monitoring and Evaluation (M&E) officer, a knowledge management and gender coordinator. Qualified staff shall be selected according to the Borrower's applicable procedures.

3.3. *Responsibilities.* The PPMO shall be responsible for coordinating Project implementation across the eight counties of the Project Area. Its responsibilities will include: (i) consolidation of AWPBs, (ii) establishment of Project M&E system, (iii) monitoring and supervision of Project implementation, (iv) provision of appropriate training to CPMOs and Implementing Agencies (IAs), (v) consolidation of Statements of Expenditures (SOEs), financial statements, and the preparation of WAs, (vi) procurement under the Project, and (vii) Project reporting.

4. *County Project Management Offices (CPMOs)*

4.1. *Establishment.* Eight County Project Management Offices in the Project Area shall be established by each respective County government through an official document and shall be located within the BOA of each County.

4.2. *Composition.* The CPMOs shall be composed of a director, a deputy director, an accountant, a cashier, a planning officer, a M&E officer, and a knowledge management and gender coordinator. Qualified staff shall be selected according to the Borrower's applicable procedures.

4.3. *Responsibilities.* The CPMOs shall be responsible for coordinating Project implementation at county level. Their responsibilities will include: (i) development of AWPBs through participatory approaches, (ii) monitoring and supervision of Project implementation, (iii) facilitation of the establishment of the Village Implementing Groups (VIGs), (iv) provision of appropriate training to IAs, Township PMOs (TPMOs) and VIGs in terms of Project implementation, (v) preparation of SOEs, financial statements and claim documents, (vi) transfer of Project funds to IAs on time, (vii) organizing of Project procurement, and (viii) Project reporting.

5. *Township Project Management Offices (TPMOs)*

5.1. *Establishment.* Township Project Management Offices shall be established by the Township governments through an official document, in each township of the Project Area utilising the existing local government facilities.

5.2. *Composition.* The local government shall assign qualified staff to the TPMOs on a part-time basis.

5.3. *Responsibilities.* TPMOs will provide support to the CPMO and IAs for implementation of Project activities at village level on an as-required basis. Their responsibilities will include: (i) oversee the works of VIGs, (ii) identify eligible villages that could participate in Project activities, (iii) facilitate village-level participatory planning activities to determine what activities will be implemented in the villages, (iv) review village implementation work plans, (v) coordinate the township technical stations/centres in Project implementation, (vi) consolidate the M&E data collected by VIGs and submit to CPMOs, (vii) facilitate the liaison with target villages.

6. *Village Implementing Groups (VIGs)*

6.1. *Establishment.* A Village Implementing Group shall be established by the local authorities with the support of the CPMOs in each selected administrative villages.

6.2. *Composition.* The VIG will be chaired by the Head of the village committee and composed of 10-14 people, including all the village committee members and 5-7 farmer representatives from different household categories of well-being. Farmer representatives will be no less than 50% of total members of the VIG. Of the farmer representatives, women will be no less than 50% and at least two thirds are from the poor and vulnerable well-being categories.

6.3. *Responsibilities.* The responsibilities of the VIGs will include: (i) participatory perceived well-being ranking of households within the village on a need basis, (ii) identifying Project modules and activities prioritized by eligible groups through participatory approach, and reporting to the PMOs for the development of AWPBs, (iii) organizing the poor and vulnerable households to participate in Project activities, (iv) assisting PMOs monitor Project implementation and collecting M&E data as required, (v) organizing the operation and maintenance of community infrastructure built by the Project.

B. Implementation of Components

7. Component A - Community infrastructure development

The implementation of the activities under this component shall be implemented by the BOWRs for the improvement of irrigation facilities and the construction of community facilities of safe drinking water supply and the BOTs for the implementation of the village road activities. The BOWRs and BOTs shall be responsible for the identification of eligible villages in accordance with the criteria set forth in the PIM, the design of the works by site, the formation of interest group for Project works and to report to CPMO on the progress and results of implementation.

8. Component B - Agricultural production and marketing support

8.1. The BOAs shall be responsible for the implementation of Modules 1, 2, 4 and 5. The responsibilities of the BOAs shall include: the identification of eligible villages within the list of selected villages in consultation with the TPMOs, farmers cooperatives, target households for carrying out the Modules, together with VIGs, adjustment of the Modules to fit local conditions with given criteria, technical support and follow-up services to beneficiaries on Module activities, facilitation of the formation of beneficiary group or farmers cooperatives, reporting to CPMO on the progress and results of implementation.

8.2. The Bureaux of Livestock (BOLs) shall be responsible for the implementation of the activities under Module 3. The responsibilities of the BOLs shall include: identification of eligible villages within the list of selected villages confirmed by CPMO, identification of target households for carrying out the Module, together with VIGs, adjustment of the Module to fit local conditions, with given criteria, technical support and follow-up services to beneficiaries on Module activities, facilitation of the formation of beneficiary group or farmers cooperatives, reporting to CPMO on the progress and results of implementation.

9. Component C - Rural environment improvement

9.1. The Rural Energy Offices (REOs) shall be responsible for the implementation of Module 6 (Biogas system). The responsibilities of the REOs shall include the identification of eligible villages within the list of selected villages confirmed by CPMO, identification of target households for carrying out the Module, together with VIGs, adjustment of the Module to fit local conditions, with given criteria set forth in the PIM and training of beneficiaries.

9.2. The BOAS shall implement the activities under Module 7 (Village Sanitation Improvement). The responsibilities of the BOAs shall include the identification of eligible villages with given criteria for carrying out the activity, within the list of selected villages confirmed by CPMO, design of the works by villages, facilitation of the formation of interest group for Project works and reporting to CPMO on the progress and results of implementation.

C. Project Implementation Manual

10. *Preparation.* The PPMO shall prepare a draft PIM. The draft PIM shall include, among other things:

- (i) Terms of reference and implementation responsibilities of Project staff, consultants and likely service providers and IAs;
- (ii) Criteria for the performance appraisal of the Project professional staff;
- (iii) Targeting and selection criteria for participating villages and beneficiaries;
- (iv) Project operational, financial procedures and procurement procedures, including participatory planning, implementation and monitoring procedures;
- (v) M&E system and procedures including RIMS; and
- (vi) Implementation modalities for all Modules;

11. *Approval and Adoption.* The Lead Project Agency shall cause the PPMO to forward the draft PIM to the Fund for comments and approval. The Lead Project Agency shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund, and the Lead Project Agency shall promptly provide copies thereof to the Fund. If the Fund does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed approved.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of Total Expenditures
I. Civil works		
(a) Community Infrastructure Development (CID)	11 350 000	40%
(b) Buildings	1 390 000	70%
II. Vehicles, Equipment and Materials	440 000	90%
III. Training, Workshops, Technical Assistance and Studies	1 800 000	100%
IV. Modules	9 250 000	70%
V. Market Access	2 520 000	75%
Unallocated	2 900 000	
TOTAL	29 650 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Buildings” means expenditures under Category I(b) related to the construction of buildings for the training centres.

“Community Infrastructure Development” means expenditures under Category I(a) related to civil works under Component A for investment such as irrigation, roads improvement and provision of water supply facilities.

“Modules” means expenditures under Category IV related to the implementation of the seven Modules (annual crops perennial crops production, landrace livestock development, improvement of township agricultural stations, support to farmers cooperatives, biogas system and village sanitation improvement).

“Market Access” means expenditures under Category V related to the implementation of the activities under the Value chain enhancement package and the institutional support package and Market support activities such as processing, storage and un-packaging facilities plus markets.

2. *Retroactive Financing.* Withdrawals not exceeding in the aggregate the equivalent of SDR 630 000 to pre-finance activities under Categories II (except Vehicles), III and IV, may be made from the Loan Account in respect of expenditures for: essential items of equipment for PMOs excluding vehicles, the establishment of a M&E system, the start-up training and workshops on implementation and management, exposure visits for knowledge and experiences sharing, fields surveys and studies and seasonally dependent crop demonstration activities, incurred as from the date of signature of the Memorandum of Understanding of the Design Completion Mission. Such expenditures may be considered Eligible Expenditures for all purposes of this Agreement.

Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions
GOAL			
Rural development and poverty reduction in targeted poor areas achieved.	Successful innovative approaches for rural enhancement scaled-up.	<ul style="list-style-type: none"> Government policies; Donor's reports. 	
OBJECTIVES			
Increased revenue from diversified agricultural production in 8 project counties is achieved.	<ul style="list-style-type: none"> 25% of HHs with improved asset ownership index compared to baseline (RIMS); drop in child malnutrition prevalence from 17% at baseline to 13.6% (RIMS). 	<ul style="list-style-type: none"> RIMS and benchmark surveys; Impact assessment. 	<ul style="list-style-type: none"> Continued government support; Increased income improves assets; Increased income of households leads to reducing child malnutrition.
OUTCOME BY COMPONENT (gender disaggregated)			
Component A: Community infrastructure: Improved conditions for rural poor by developing community infrastructure (roads, irrigation and drinking water supply facilities).	<ul style="list-style-type: none"> 50% of HHs report increased productivity and access to information and markets; 17,500 HHs access safe drinking water; 50% of improved infrastructure schemes have O&M arrangements in place. 	<ul style="list-style-type: none"> RIMS and benchmark surveys; Project M&E reports; Agricultural census data 	<ul style="list-style-type: none"> Continued government investment to development of rural infrastructure VIGs are capable in organizing maintenance of community infrastructure.
Component B-1: Agricultural production: Increased household incomes through improved access to services and development of crops and livestock.	<ul style="list-style-type: none"> 85% of farmers adopt recommended technologies, by sector; 70% of households report increased income from development of cash crops/livestock. 	<ul style="list-style-type: none"> RIMS and surveys; Project M&E reports; Sector reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Recommended technologies are effective in increasing production; Service function of cooperatives recognized by farmers.
Component B-2: Marketing support: Increase the production and marketing efficiency of rural poor joining the value chain system.	<ul style="list-style-type: none"> 90% of targeted cooperatives and project value chain enhancement facilities are operational after 3 years; 80% of members report increased marketing through cooperatives, by gender. 	<ul style="list-style-type: none"> RIMS and benchmark surveys; Project M&E reports; Sector reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Service function of cooperatives recognized by farmers; Improved rural infrastructure are maintained by local authorities/beneficiaries.
Component C: Rural environment improvement : Innovative approaches for improving rural habitat sanitation piloted successfully.	<ul style="list-style-type: none"> 90% of project-built biogas systems and sanitation improvement schemes are well operated and maintained after 3 years. 	<ul style="list-style-type: none"> Project M&E reports; Sector reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Government supports piloting habitat improvement schemes; Villagers' awareness and interests in the schemes improved and maintained.
Component D: Project management: Project is implemented successfully, and M&E system functions effectively	<ul style="list-style-type: none"> Project planning, implementation, M&E and reporting function effectively and timely; 100% of IFAD loan proceeds disbursed. 	<ul style="list-style-type: none"> Project M&E reports; IFAD project reviews; and Project completion report. 	<ul style="list-style-type: none"> PMOs have and use good coordination and management capacity; and PLGs function adequately.

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions
OUTPUT BY ACTIVITY			
Component A: Community infrastructure: Lining of irrigation canals, paving roads, constructing water supply systems, training	80 km of branch canals & 230km of lateral canals lined, 460 km of roads paved, 69 safe drinking water supply systems constructed, 113,000 farmers trained, by gender.	Project M&E report, progress report, and sector reports	Continued investment in infrastructure; standards are met.
Component B-1: Annual cash crops (module 1): Demonstrations of new technologies and varieties; scaling-up; & beneficiary training.	130 ha of annual cash crops demonstrated, 1300 ha of cash crops scaled-up, and 16,000 farmers trained, by gender		Annual cash crops have good markets; farmers adopt new technologies.
Component B-1: Perennial cash crops (module 2): Demonstrations of new technologies and varieties; scaling-up; & beneficiary training	240 ha of perennial cash crops demonstrated; 2400 ha of perennial cash crops scaled-up; and 24,000 farmers trained, by gender		Perennial cash crops have good markets; farmers adopt new technologies
Component B-1: Landrace livestock (module 3): Provision of breeding stocks feedstuff; improvement of sheds and poultry facilities; beneficiary training	320 HHs provided breeding stocks; 320 households provided livestock sheds or poultry facilities; 320 HHs provided feedstuff; & 640 farmers trained, by gender	-Project M&E & progress reports;	Livestock products have markets; farmers adopt new technologies.
Component B-1: Improvement of township agricultural stations (module 4): Construction of office and training spaces, & provision of equipment	18 township agricultural stations constructed; about CNY 10 million spent on provision of office and technical equipment to the 18 stations.	-agricultural reports	Continued policies on improving township agricultural stations.
Component B-1: Institutional support: Construction of training centres; provision of equipment; training of staff; and crop experimentations	5 county training centres built; CNY 0.53 million spent on training equipment for 5 training centres; 1,200 technical staff trained; 32 crop experiments conducted	-livestock reports -sector reports	Continued policy directives on improving agricultural extension system.
Component B-2: Support to farmer cooperatives (module 5): Poor HHs and women inclusion; access to new techniques & know how; market linkage & trade promotion; provision of office equipment	13,000 members admitted, by gender by HH category; at least 13,000 members trained, by gender; CNY XXX spent on market linkage & trade promotion; CNY XXX spent on provision of office equipment		Continued support for cooperatives; farmers join cooperatives; Members are participate in training
Component B-2: value chain enhancement: Provision of value-added facilities; Building of markets	25 farmer cooperatives provided with value-added facilities; 6 local markets built.		Farmer cooperatives and mini-enterprises participate in project activities
Component C: Biogas system (module 6): Construction of HH-based biogas digesters; latrine renovation; kitchen improvement; livestock-shed renovation; beneficiary training	569 HH-based biogas digesters constructed; 569 latrines renovated; 569 kitchens improved; 569 livestock-sheds renovated; About 850 beneficiaries trained, by gender		Continued interest in proposed packages
Component C: Village sanitation improvement (module 7): Inner-village track construction; building of garbage collection stations; sewer construction; building of wastewater septic tanks; construction of drainage ditches; beneficiaries' awareness training	29 villages' inner-village tracks built; 29 villages' garbage collection stations built; 29 villages' sewer constructed; 29 villages' wastewater septic tanks built; 29 villages' drainage ditches constructed; About 5300 beneficiaries trained, by gender	Project M&E & progress reports, sector reports	Continued support for village sanitation improvement; HHs dispose garbage in line with project requirements